

Ecole Emancipée : renouer avec une orientation offensive !

Réforme des rythmes scolaires, de l'éducation prioritaire, casse des statuts des enseignants, réforme du collège, réforme du baccalauréat, depuis le retour de la gauche aux affaires, l'école et ses personnels ont subi et continuent de subir des attaques majeures sans qu'aucune riposte sérieuse n'ait été organisée.

Le gouvernement s'entête à imposer une réforme du collège massivement rejetée par les enseignants. Une réforme qui généralise tout ce qui ne marche pas dans la dernière réforme du lycée, met les disciplines et collègues en concurrence, supprime des heures disciplinaires, voire carrément des disciplines et signe la fin des horaires nationaux avec une autonomie à peu près totale des collèges... en attendant la prochaine réforme du lycée.

La promesse de créer 60 000 postes dans l'éducation – qui ne compensait même pas les 80 000 suppressions de Sarkozy – a fait long feu, les postes ne sont pas pourvus faute de candidat-e-s. Comment s'en étonner alors que depuis 2010 nos salaires restent gelés et que notre pouvoir d'achat régresse avec l'inflation et l'augmentation des cotisations retraites ? Ce sont 50 milliards d'euros d'économies qui ont ainsi été réalisées sur le dos des fonctionnaires depuis 6 ans.

A défaut de donner les moyens de répondre aux besoins éducatifs des élèves, on casse le thermomètre : on interdit le redoublement, on met en place un baccalauréat à la carte (possibilité de maintenir pendant 5 ans des notes supérieures à 10, parcours adaptés pour les élèves redoublants, multiplication du CCF, etc.).

Il en est dans l'éducation comme dans les autres secteurs : à droite toute !, le gouvernement allant jusqu'à reprendre à son compte des revendications du FN comme la déchéance de la nationalité pour les seuls binationaux.

Et pour la première fois depuis un demi-siècle un gouvernement a demandé que soit requises des peines de prison ferme contre des syndicalistes (comme à Goodyear) pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine. Dans le même temps, les patrons-voyous (qui, aux dires de Macron, ont une vie « plus dure que celle d'un salarié ») délocalisent, ferment des usines, échappent à l'impôt avec l'évasion fiscale en toute impunité.

Décidément, les années Hollande ressemblent à celles de Sarkozy, mais en pire. Avec comme conséquence la montée du FN.

Face à l'extrême-droite qui peut être demain aux portes du pouvoir, le syndicalisme a une responsabilité majeure pour que la résignation se transforme en colère et nourrisse les mobilisations sociales.

Mais force est de constater que depuis le retour de la gauche aux affaires en 2012, le mouvement syndical est resté paralysé quand il n'accompagnait pas les contre-réformes du gouvernement.

Au lieu d'avertir les personnels, de mobiliser, de construire un rapport de force par les luttes (au mieux des journées de grève espacées et sans lendemain), l'attitude du SNES ces dernières années a davantage été de tabler sur le « dialogue social » comme si une gauche convertie au libéralisme depuis des décennies pouvait œuvrer dans un sens progressiste pour les personnels ou les services publics !

C'est avec cette attitude qu'il faut rompre car elle ne permet au mieux que de limiter la casse ; mais jamais de gagner. C'est pourquoi nous appelons à voter contre le rapport d'activité nationale.

Ce sont sur ces bases que nous appelons à la constitution d'une liste soutenue par l'Ecole Emancipée dans le cadre du prochain renouvellement de la direction académique du SNES de Lille pour faire vivre le pluralisme et défendre une orientation résolument combative.

Pour nous rejoindre, participer à notre liste : raymond.adams@free.fr